

Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #9

Comment changer l'esprit et la pratique politique ?

Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

www.bookiner.com

Version numérique ISBN : 9791023702125

Graphisme original : Jean Monfort

Sommaire

- . **Introduction**
- . **Les vocations contradictoires de la politique avec la démocratie**
- . **Quelle légitimité du monde politique dans la gouvernance ?**
- . **Une complicité politique et systémique permanente**
- . **La stratégie du grain de sable**
- . **Recadrer la politique**
- . **La politique est toujours en dessous de la citoyenneté avisée**
- . **La politique devrait être la pointe avancée des sociétés modernes**
- . **Les tendances politiques à l'international**
- . **En finir avec les préceptes de Machiavel**
- . **20 pistes pour changer la mentalité politique**

Résumé

Cet **Hastag sociétal** amène à repenser le rôle du politique, de la classe politique, des partis politiques, qui ne sont pas, loin s'en faut, au service d'une démocratie pleine et entière. Beaucoup de choses sont à actualiser, à rénover, à changer dans les conservatismes ambiants ainsi que dans les méthodes utilisées par les représentants des citoyens qui ne servent pas toujours de manière évolutive les intérêts de leurs propres concitoyens.

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM).

Monthome est un citoyen penseur français dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvrier de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous.

La pratique politique est à l'origine de la réussite ou de la non-réussite de l'exercice démocratique. Elle détermine le concret des 4 piliers fondateurs de la démocratie, c'est-à-dire l'**idée de démocratie** (représentation idéalisée), l'**esprit de démocratie** (valeurs fondatrices), la **pratique démocratique** (applications du quotidien) et le **destin de la démocratie** (effets induits et finalité). De ce point de vue, la pratique politique et la vie politique au quotidien n'ont d'importance et d'intérêt que par leur capacité à préserver, protéger et défendre simultanément l'idée, l'esprit et le destin de la démocratie. Il est essentiel que la représentation mentale (idée), les valeurs appliquées (esprit) et les applications dans la vie courante (pratique) soient en corrélation directe avec la conscience des peuples et des citoyens en termes d'effets produits (destin). La rupture entre l'idéal et les valeurs, l'idéal et la pratique terrain ou encore les valeurs et la pratique terrain, dérègle à la fois le fonctionnement mental des individus comme celui des systèmes en place. La responsabilité politique est donc majeure de ce point de vue avec 2 effets réactifs notables interagissant sur la mentalité individuelle et collective :

- . Rupture entre l'idéal et les valeurs fondatrices (recours à d'autres valeurs) : déformation matricielle et culturelle de base conduisant à la primauté d'attitudes négatives (passivité, agressivité, imposition de soi, manipulation).
- . Rupture entre l'idéal/valeurs fondatrices et la pratique terrain (faire autrement, différemment) : contestation, opposition, conflit, désaccord, rébellion, frustration, désespérance, résignation...

On peut en déduire que plus le niveau de mécontentement, de conflit ou de crise est élevé ou récurrent et moins l'idéal et/ou les valeurs fondatrices en démocratie sont respectés, appliqués, voire niés dans leur mise en œuvre. La pratique politique est alors soit incompetente, soit manipulatrice, soit autoritariste ou dictatoriale. Rappelons que dans un cadre non démocratique le différentiel n'existe pas et donc ne produit pas d'effets réactifs notables. Les exigences en démocratie imposent que le mandat politique s'applique à valoriser, blanchir, faire briller du mieux possible les 4 piliers de la démocratie et non les laisser se griser ou noircir par des tâches liberticides. Bloquer, rétrécir, réduire, maltraiter, bafouer, l'espérance des citoyens et des peuples dans l'idéal démocratique par des comportements toxiques provenant des gouvernants, des élus et/ou d'acteurs influents en politique, est un crime politique majeur. Lorsque les peuples demandent une ouverture démocratique, une société plus ouverte, la responsabilité de l' élu politique est d'y accéder, sans quoi derrière tout ordre apparent se met en place une entropie latente, directe ou indirecte. Contrecarrer l'espoir au plus profond du cerveau humain sans autre alternative induit toujours une altération mentale chez l'être pensant. Faire vivre la démocratie et l'espace démocratique oblige le politique à en être le garant, le défenseur, le protecteur, le gardien assidu. Cela explique pourquoi lorsque l' élu, la représentation parlementaire et/ou les institutions en général soumettent l'idéal, les valeurs et la pratique démocratique au joug aveugle de la loi et/ou imposent unilatéralement la tutelle directive des systèmes en place, ils participent activement à l'altération, à la détérioration, à la contraction des attitudes et des comportements en toute société humaine. Ils « dysmocratisent » la démocratie (engendrent des dysfonctionnements).

Les vocations contradictoires de la politique avec la démocratie

D'une manière générale, la politique n'a pas uniquement pour but principal de gérer au mieux l'existant dans le court terme comme en surface des activités humaines, mais aussi de veiller jalousement à ne pas étouffer, asphyxier, annihiler, contraindre, la dynamique positive des 4 piliers démocratiques. On ne peut donc jamais détacher du couple démocratie/politique la responsabilité des élus, des gouvernants, des influents, que ceux-ci soient aux commandes de la nation, dans l'opposition ou influents dans l'opinion publique. Au sein de cette triade, le fait de ne pas savoir unifier l'idéal, les valeurs et la pratique en démocratie ne peut que déboucher sur des compromis décisionnaires, des rejets de gouvernance, des fractures entre l'État et le peuple. L'avenir sociétal est alors forcément hypothéqué même si chacun essaie de façonner la réalité à sa façon, à sa volonté, à son avantage. En d'autres termes, traiter négativement ou médiocrement la démocratie et celle-ci vous le rend au décuple par la colère chez l'individu, le non-civisme citoyen, les revendications du peuple, les problèmes d'ententes au sein des collectivités, les différentiels de fonctionnement dans les entités privées, publiques, étrangères, la non qualité et/ou saturation de l'information/médiatisation, le moule académique/éducatif, les orientations de la culture dominante, les rapports interindividuels conflictuels.

Lorsque l'homme politique et le système politique font le jeu des systèmes en place (parlementarisme, conservatisme, autoritarisme, intégrisme, capitalisme, communisme, hyper libéralisme...) soit par le recours excessif à la loi coercitive qui structure en surface mais dégrade en profondeur, par l'accès aux droits humains et citoyens qui tentent d'ouvrir et élargir le monde des possibles ou, au contraire, par la contrainte liberticide et fiscale qui réduisent peu à peu le champ des possibles, le citoyen ne fait que subir la décision et suivre le mouvement. Quelle est vraiment la vocation de la politique et de l'homme politique aujourd'hui parmi les 5 suivantes ?

1. Vocation à servir d'abord les systèmes dominants en place
2. Vocation à être une intermédiation entre le système et le citoyen
3. Vocation à représenter d'abord le citoyen
4. Vocation à servir sa propre ambition
5. Vocation à faire les 4 à la fois

Il est clair que les vocations 1 et 4 ne relèvent pas du tout de l'esprit de démocratie en pervertissant le jeu politique, voire en le rendant dirigiste, autoritaire, népotique (4). Le jeu politique consiste alors à assujettir en douceur ou dans l'intransigeance le citoyen aux exigences des systèmes en place, à inféoder la Demande citoyenne à l'Offre systémique. On ne peut donc ici évoquer ni l'idéal, ni l'esprit, ni la pratique démocratique. Seules les vocations 2 et 3 sont dans l'idéal et l'esprit de démocratie à défaut de pratique démocratique. En tout cas, elles concourent à forger un destin et/ou une finalité démocratique beaucoup plus en phase avec les attentes principales des citoyens et/ou leur réalité terrain. La vocation 5 traduit tout ce qu'il y a de plus mauvais dans le compromis en n'ayant aucune détermination idéologique, aucune constance dans la durée, voire une réversibilité opportuniste en fonction du sens du vent. On constate même avec ce type de vocation « cocktail » que la dynamique sociétale s'inscrit davantage dans la régression, la stagnation et/ou la contraction, d'autant plus que l'instrumentation, l'appareillage et la représentation au sein des systèmes dominant en nombre et/ou s'imposent en autorité dans la prise de décision collective. On assiste à un véritable fossé entre ce qui est dit, promis, envisagé et

la réalité terrain. La démocratie pratiquée devient alors un ersatz de démocratie, voire de l'anti-démocratie, sous couvert de politiquement correct. La dérive démocratique est corrélative de la dérive politique. C'est même un tropisme structurel dans toute société aux mœurs et fondements conservateurs faisant que de l'idéal initial A des penseurs, philosophes et fondateurs, on passe ensuite insidieusement dans toute une série d'altérations progressives allant de B à D puis G jusqu'à M (90°), voire même S ou encore Z soit alors un 180° parfait. Une dérive alimentée par la présence successive de multiples filtres et personnels exécutants ayant perdu le sens premier de l'idéal et de l'esprit de démocratie. Ce dévoiement dans le temps résulte simultanément du retour régressif du 2D (binarité, animalité, causalisme primaire, manichéisme...), ainsi que d'une emprise systémique sophistiquée, technocratisée, technologisée, asséchant en grande partie les idéaux démocratiques souhaités par les populations.

Il est évident que les régimes politiques, les élus politiques, la gent politisée, l'organisation politique, participent passivement, voire activement, à la lente dégénérescence démocratique en imposant des méthodes, des modèles, des mesures, assurant d'abord la pérennisation des partis dominants dans le contrôle des institutions, des pouvoirs et des citoyens. Face à ce type de traitement politiquement artificialisé, il en résulte tout naturellement un phénomène d'érosion structurelle, voire méthodique, des valeurs et fondements démocratiques et/ou un appauvrissement, une régression, une dystrophie des pratiques démocratiques. En laissant la conduite des masses à des partis ambitieux, à des monarchies, à des filiations autocratiques, la politique ne joue pas en premier le jeu des intérêts du citoyen lambda, mais d'abord celui de ses propres membres actifs. Dans le cadre de tout enjeu politique, il se produit nécessairement une fracturation sociologique (classes sociales, divisions statutaires, communautarismes, régionalismes...) dans laquelle le citoyen de base devient forcément minoritaire face à l'écrasante dominance des systèmes en place (État, institutions, organisations, entités collectives et économiques...). Même les représentations parlementaires censées incarner les citoyens se mettent généralement aux ordres des partis dominants et des gouvernances en place. Aussi dans la réalité de ces mécanismes politiques et de ces tactiques politiciennes, le constat est simple : soit on glisse progressivement par suivisme passif vers des démocraties altérées, médiocrisées, artificialisées ; soit on combat constamment dans l'affirmation de ses idées d'amélioration de l'existant démocratique et/ou dans un effort volontariste encore plus audacieux, plus évolutionnaire, aussi bien dans les valeurs que dans les pratiques démocratiques.

Quelle légitimité du monde politique dans la gouvernance ?

Si naturellement toute la sphère politique n'agit pas et ne pense pas de la même façon, c'est le mouvement politico-systémique global qui pose problème. Entre la volonté politique, le financement politique, la rémunération et le statut des élus, l'exercice du pouvoir corrélé à l'ambition personnelle, nombreux sont les facteurs directs et indirects qui motivent et orientent les postures et les prises de décision politiques. Derrière l'organisation, l'institutionnalisation, les règles du jeu en interne, la solennité des cérémonies, les ors de la République et le prestige des bâtiments qui rendent souvent grandiloquent ce qui ne le mérite pas vraiment, se cache le comportement purement humain des élus. L'initiation à la politique suppose le passage de simple citoyen formant initialement « le troupeau » à celui qui décide et dirige le troupeau des autres citoyens. Un changement souvent

radical (comme dans toute fonction professionnelle) révélant le meilleur de la personnalité chez certains et le pire chez d'autres. Le premier questionnement concerne donc les ressorts de la personnalité et la psychologie de chaque personnel politique. Le second questionnement est de nature plus stratégique en matière d'objectif sociétal poursuivi sous telle ou telle étiquette. Il existe 5 grandes façons d'envisager la représentation politique et son débouché final en matière de gestion des affaires et de gouvernance. Autrement dit, à quel moment le personnel politique en charge des affaires de la nation est-il prêt à accepter un changement de méthode ?

A. Gouverner, administrer, avec des élus autoproclamés, des militants, des partisans, des membres du parti, sans recours au suffrage universel. Option **zéro démocratie**.

B. Gouverner, administrer, à partir d'une minorité de votants inscrits (<50%) et une majorité relative obtenue au suffrage universel (>50%). Ex. : 40% de votants inscrits et 80% de suffrages exprimés « Pour » = 32% de représentation citoyenne pour le gagnant. Option **ersatz de démocratie**.

C. Gouverner, administrer, avec une majorité relative de votants inscrits (>50%) et une majorité relative obtenue au suffrage universel (>50%). Ex. : 70% de votants inscrits et 55% de suffrages exprimés « Pour » = 38,5% de représentation citoyenne pour le gagnant. Option **démocratie intermédiaire** la plus courante dans la plupart des nations.

D. Gouverner, administrer, avec une majorité relative importante de votants inscrits (>75%) et une majorité relative obtenue dans les suffrages exprimés (>50%). Ex. : 75% de votants inscrits et 70% de suffrages exprimés « Pour » = 52,5% de représentation citoyenne pour le gagnant. Option **démocratie normale**.

E. Gouverner, administrer, avec une majorité quasi absolue de votants (>80% à 100%) et une majorité quasi absolue de votes « Pour » (>80% à 100%). Ex. : 90% de votants inscrits et 90% de suffrages exprimés « Pour » = 81% de représentation citoyenne pour le gagnant. Option **plébiscite dictatorial** ou **plébiscite hyper démocratique**.

Rappelons que le terme d'absolu recouvre non pas 51% mais 100% d'un acte, d'une décision, d'un vote. On peut toutefois y inclure une variable d'adaptation (ex. : 1 à 20%) pour intégrer des causes techniques explicables de non vote. Le terme de relatif concerne tout ce qui n'est pas absolu et se rapporte à des chiffres, des rapports ou des états intermédiaires. Aussi considérer que 51% d'un vote donne une majorité absolue est une hérésie démocratique, voire constitutionnelle. Il s'agit-là d'une transposition de sens destinée à valider le caractère légal du résultat, mais pas forcément légitime, donnant tout de suite le ton du niveau de démocratie appliqué dans la méthode, la pratique et le vocabulaire politique.

La question est donc de savoir dans l'ère moderne si la politique doit rester « la science souveraine entre toutes » selon Aristote ou seulement une intermédiation dans la dimension collective placée sous contrôle citoyen. Si l'on considère que le citoyen a encore besoin d'une entité « souveraine » pour présider à sa destinée et sa conduite de masse, alors le jeu politique doit continuer ainsi entre les options B et C, c'est-à-dire dans des cadres démocratiques imparfaits. Si l'on considère que le citoyen est devenu assez mature et adulte pour entrer dans une ère d'autogestion, d'autodiscipline et d'esprit de responsabilité suffisamment compétent, alors il est temps de passer au stade supérieur. La véritable évolution est dans l'option D qui nécessite de revisiter entièrement les méthodes légales de

votation et de représentation politique. Ce qui est sûr, c'est que l'option A et l'option E en plébiscite dictatorial, sont devenues totalement obsolètes et à contre-courant des évolutions sociétales nécessaires. Avant tout, il faut déterminer quelles sont les raisons qui sous-tendent les options politiques A, B, C, E, dans la conduite de toute société ou organisation dite démocratique. Il existe 5 raisons principales :

- 1.** Le patriotisme provenant des symboliques, de la nostalgie des usages et traditions, en ligne directe avec l'histoire nationale ou territoriale.
- 2.** La rigidité des systèmes dans leurs méthodes, gestion, administration, confortée par une technocratisation dominante à tous les échelons du fonctionnement des institutions avec des diplômés fortement académisés à partir de transferts de savoirs souvent théoriques, standardisés, universitaires, éloignés du détail concret de la vraie vie professionnelle et/ou des aspérités ordinaires du vécu terrain.
- 3.** L'accumulation de lois, normes, règles, procédures, réduisant toute forme d'initiative audacieuse ou de pratique autrement, toute libre adaptation et personnalisation, en imposant au contraire des orientations fortement standardisées et stéréotypées.
- 4.** Le financement étatique et/ou collectif des partis politiques et autres organisations périphériques, y compris médiatiques, les obligeant à suivre la direction gouvernementale et/ou le mouvement systémique général.
- 5.** La rémunération, les titres, les avantages, le prestige de la fonction politique et/ou celle de l'élu dans le cadre de mandatures diverses et renouvelables avec une ambition quasi professionnelle pour certains, avec ou sans la volonté de laisser son nom dans l'histoire locale ou nationale.

Il est évident que la tendance prévisible dans le futur immédiat et lointain est à la continuation politique des pratiques conservatrices, voire leur accentuation avec une technocratie élitiste et/ou surdiplômée. Pris en tenaille entre une administration technocratisée et technologisée omniprésente et des règles économiques dominantes, voire écrasantes de sélectivité, le citoyen a du souci à se faire sur sa qualité existentielle. Il est certain que la virtualisation et « l'émotionnalité » artificielle des expériences de vie vont remplacer le déficit de réalité dans les vraies, les fortes, les plus intenses, les plus engagées et audacieuses expérimentations personnelles. Le plus grand paradoxe dans les politiques menées est que face à la grande diversité et variété concrète de l'Offre sociétale (notamment économique, marchande, culturelle) d'un côté et, de l'autre, un large spectre potentiel d'attentes dans la Demande citoyenne, elle-même sollicitée en permanence par un très large faisceau de besoins à satisfaire, tout concourt à une forme de standardisation et de lissage collectif dans les parcours de vie. Un rétrécissement anachronique en goulet, ou entonnoir, contraint par une réduction continue des droits et des libertés individuelles (lois, normes, procédures...), par des contributions fiscales forcées, par une hausse généralisée des prix, par une baisse systémique du pouvoir d'achat sous l'effet amplificateur des taxes et des cours boursiers. À cela s'ajoute la volonté de courber et d'orienter les comportements individuels jugés à risque et/ou non politiquement corrects dans la plupart des activités humaines.

La responsabilité n'échoie pas uniquement aux mécanismes dépersonnalisés des systèmes en place censés décider pour tout le monde, mais aussi et surtout aux personnels politiques et à leurs entourages technocratisés qui inventent sans cesse des règles supplémentaires, qui valident en godillots les mesures gouvernementales ou qui ne s'opposent pas suffisamment via des programmes

riches de propositions avancées pour le moyen et long terme. De ce point de vue, toute action politique menée à court terme et à courte vue ne peut que basculer du côté étatique, systémique, liberticide ou dans une opposition stérile, inutile. Lorsque l' élu politique, c'est-à-dire celui qui est partisan d'une idéologie ou d'un régime donné, accepte de défendre et sauvegarder la pérennité des systèmes et des institutions en place parce que cela lui permet d'exister et d'ambitionner pour lui-même, il n'est pas envisageable d'espérer un véritable changement sociétal. Au mieux, la perspective se traduit par une continuation sur les fondamentaux (conservatisme) avec des mesures et réformes plus ou moins sophistiquées sur la forme et/ou dans le détail (libéralisme). D'une certaine manière, il s'agit d'une parfaite fuite en avant habillée de communication politique plus ou moins séduisante, attrayante, mais aussi manipulatrice, voire mensongère dans un certain nombre de cas. À titre d'image, tant que l'homme et la femme politique se satisfont d'habiter dans une architecture ancienne constamment rénovée, tout en utilisant d'anciens véhicules constamment réparés, voire « tunés », on ne peut attendre aucun changement évolutionnaire. Pour sortir de la matrice culturo-politique conventionnelle, il faut à la fois changer d'architecture et de moyen de transport. Ce qui est sûr, c'est que la croyance en politique n'a rien à envier à la croyance religieuse, dès lors que celle-ci refuse la transformation de ses principes et idéaux conservateurs en nouveaux référentiels et challenges évolutionnaires plus engagés et volontaristes.

Sauf stratégie du grain de sable, l'avenir sociétal est déjà écrit au profit d'un large suivisme collectif fortement addictif aux technologies. Un avenir sociétal soumis étroitement au cumul des directives législatives, économiques, sociales, culturelles, civiques, sécuritaires... et cela, malgré toutes les humeurs de rue et débats médiatiques sans grand effet sur la réalité vécue. Il faut donc s'attendre à subir et subir encore les impératifs systémiques habillés de communication et de marketing politique dans une accumulation de strates décisionnaires. Des strates qui débutent au niveau des pouvoirs locaux, lesquels sont étroitement dépendants des pouvoirs publics qui sont eux-mêmes assujettis aux décisions fédérales. La plupart de ces strates sont légales dans leurs rapports aussi bien verticaux qu'horizontaux. Toutefois, il convient d'être particulièrement vigilant vis-à-vis des influents latéraux (minorités influentes, corporations, chapelles...) qui tentent d'orienter constamment la direction collective en faveur de leurs propres intérêts, idéaux ou visions du monde. À cela, s'adjoignent toutes les mesures fonctionnelles qu'imposent les grands opérateurs du privé, les banques, les grands fonds financiers, les actionnariats étrangers et autres lobbies industriels, alimentaires, pharmaceutiques, énergétiques... Il faut aussi tenir compte du fait que l'influence la plus forte est souvent occulte, non visible, en provenance d'entités disposant d'une « métaposition » placée largement au-dessus de l'ordre systémique connu au niveau fédéral, national ou local. Il s'agit le plus souvent d'entités de nature religieuse ou sectaire, financière (fonds d'investissement) ou économique (multinationales oligopoles), capables d'imposer leurs vues aux acteurs décisionnaires en place. Si le personnel politique élu démocratiquement dispose de moyens légaux pour organiser la vie collective, d'autres volontés utilisent une directivité politique plus informelle reposant sur la prépotence financière, créancière, actionnariale (pouvoir de l'argent) ou encore un rôle et un statut de dignitaire (pouvoir monarchique, religieux, sectaire) afin d'influencer l'ordre du monde. On s'aperçoit au milieu de tout cela que le citoyen n'est rien ou pas grand-chose, un otage permanent aux mains des systèmes, des partis politiques et des grands influents !

Une complicité politique et systémique permanente

Comment la pratique politique associée à la soldatesque technocratique squattant le cœur du fonctionnement étatique, institutionnel, industriel, économique, financier, peut-elle accepter de céder sa mainmise sur les leviers du pouvoir, sur la conduite des affaires et/ou se priver d'autorité dans le commandement et la directivité des décisions ? Face à cet endiguement quasi militaire de la vie civique, sociale et culturelle par le jeu politique, il est évident que la ligne de plus grande pente au sein de la plupart des sociétés modernes pour les prochaines décennies est au recours massif aux ersatz démocratiques comme aux pratiques relevant de la démocratie intermédiaire. Dans ces conditions, il faut s'attendre à un accroissement du contrôle systémique avec un cautionnement politique permanent dans les postures et mesures suivantes :

- . **Citoyenneté numérique** permettant de suivre au plus près les principales actions civiques des citoyens par les services sécuritaires et administratifs de l'État. Le contrôle systémique numérisé remplace la libre volonté et l'anonymat en ouvrant la porte à toute sorte d'obligation liberticide.
- . **Désenracinement de la raison** en niant consciemment les faits, en adaptant la réalité selon les termes de sa propre propagande, en voguant et surfant sur les intérêts en jeu ou à défendre, comme si la réalité n'était pas celle qui s'impose mais celle que l'on impose.
- . **Conduite macrosociétale dirigiste** de la part des gouvernements successifs sans véritable écoute des revendications libertaires ni consultation participative des populations sur leur sort. L'autoritarisme habillé de communication populiste remplace la coopération et la participation active des individus-citoyens.
- . **Fiscalisation à la hausse** comme variable d'ajustement économique, monétaire, social, sociétal, en taxant tout ce qui peut l'être sous diverses justifications. L'addition des taxes, voire leur hausse conjoncturelle, devient directement coresponsable de la cherté de la vie comme de la baisse du niveau de vie au sein des classes moyennes et médianes.
- . **Radicalisation des prélèvements** systématiques (amende, contribution, cotisation...) ainsi que des pratiques systémiques coercitives en matière civique, sanitaire, sécuritaire.... L'orientation ciblée des comportements s'impose sur le libre arbitre, les droits humains et les libertés citoyennes.
- . **Technocratisation inflationniste** des postes, des fonctions et des missions aussi bien dans le secteur public que privé par le double effet de l'élévation du niveau général d'éducation et de ses référentiels académiques et surtout par des compétences et aptitudes nécessaires au bon fonctionnement normalisé, standardisé, uniformisé, des systèmes, des entreprises et des organisations en place. L'intelligence systémisée sur base mémorielle remplace concrètement le discernement éclairé et la créativité ex nihilo.
- . **Collusion étroite** entre les acteurs politiques, le monde de la finance et celui de l'économie de nature « amie ». Le rapport à l'argent remplace celui découlant initialement de la religion et de l'idéologie en revisitant la notion très relative de fidélité et de loyauté.
- . **Orientation des décisions macroéconomiques** par tout un environnement d'influents formés de lobbies puissants, de fonds d'investissement, de cabinets de conseils, d'organismes financiers internationaux, de multinationales, d'ONG. Le pouvoir de l'argent se substitue au pouvoir politique traditionnel avec en toile de fond l'orientation et le monitoring des opinions publiques.
- . **Approche sociétale matricielle** destinée à éduquer les esprits dans la lignée des régimes politiques, des standards culturels ou idéologiques dominants. Il en résulte un endoctrinement, un conditionnement culturel et mental de masse,

visant plus à se différencier pleinement, voire à s'opposer frontalement aux autres, qu'à rechercher l'adhésion, l'homogénéité et l'unité planétaire.

. **Développement bionique** de certaines fonctions et capacités humaines par des inserts technologiques et/ou par l'intelligence artificielle, dans une fuite en avant sans fin de performance, d'efficacité, de suprématie sur la nature. L'animalité en l'homme se complète d'ajouts technologisés poussant encore davantage l'homme à s'imposer sur ses congénères, voire à les détruire, tout en exploitant à fond son environnement.

. **L'imposition de soi** devient un modèle comportemental acceptable, voire valorisé par rapport aux 4 autres attitudes humaines (passivité, agressivité, manipulation, assertivité), en la considérant comme la plus représentative de la force, de la puissance, de la domination, de la consistance, en matière de réussite physique, économique, systémique et/ou sociétale.

. **Assuétude mentale** à considérer normal le cocktail associant la vérité évidente à la non-vérité flagrante. La plupart des valeurs humaines deviennent contaminées faisant que rares sont les hommes et les femmes disposant d'une haute qualité mentale et d'une intégrité morale et intellectuelle constante. Cette dérive invisible est à la source de tous les processus de déstabilisation, de fragilisation, de durcissement légalisé. Elle préfigure les conditions de la déshumanisation et de l'asservissement des individus par tous les biais de la systématisation technologisée.

. **Stratégie renforcée de goulets** civiques, représentatifs, économiques, fiscaux, judiciaires, sociaux, médiatiques, sécuritaires, ainsi que dans les usages et la consommation, facilitant le téléguidage des masses et des citoyens en fonction directe des vues des gouvernances, des programmes des partis politiques, de plans d'action des systèmes en place, dans le but principal de conserver leur dominance (conservatisme).

. **L'emprise des règles systémiques légales** afin de réduire proportionnellement le champ de la légitimité, de l'envie démocratique, des espérances en termes d'idéaux, d'attentes libertaires et besoins à satisfaire.

. **Standardisation des besoins humains** primaires, secondaires et tertiaires aux offres réglementées et normalisées des groupes industriels et des multinationales. Le conformisme, le politiquement correct, le faire comme les autres, deviennent les moteurs existentiels du plus grand nombre dans mille et un domaines de la vie publique, professionnelle, sociale et privée.

. **Etouffement des actions revendicatives** dès lors que celles-ci se heurtent à la norme, à l'ordre attendu, aux intouchables des systèmes en place, par la dissuasion, la violence policière, la menace, l'amende, la stratégie du bâillon, l'intimidation judiciaire ou « slapp », comme moyens de faire taire rapidement les protestations, les récriminations légitimes, provenant des citoyens mécontents.

La complicité politique dans toutes ces postures consiste à laisser les services de l'État étendre constamment leur emprise dans la vie sociale et privée des gens même au détriment des droits de l'homme et des libertés légitimes du citoyen. Le pointillisme politique lors des votations en assemblées par petites touches successives et cumulatives de mesures liberticides et coercitives traduit *in fine* la connivence de fait entre les partis politiques dominants et/ou ceux chargés des affaires de l'État, voire même de tous ceux qui auront plus tard le même rôle, avec les institutions administratives et technocratiques en place. On doit bien se rendre compte que le monde politique est un monde à part, comme il en est du monde ministériel, militaire, sécuritaire, religieux, sectaire. Les approches, visions et objectifs internes sont bien différents de ceux imaginés ou compris par le citoyen de base. Pourtant on se demande pourquoi le citoyen semble autant attiré

par l'autorité du chef ou du leader et pourquoi le même citoyen a tant besoin de recourir à la délégation auprès de tiers hiérarchisés ? On peut apporter un premier élément de réponse par la résignation du citoyen devant la domination statutaire comme devant l'impossibilité de pouvoir agir lui-même directement. C'est notamment le cas en matière de décisions collectives et de postures officielles dans lesquelles l'intermédiation et l'entregent politique excellent. Sans évoquer l'utilité du monde politique en matière d'intercession entre le citoyen et les pouvoirs publics, d'entremise entre les différents acteurs systémiques, il n'en demeure pas moins que la représentation politique dans tout système conservateur est un goulet démocratique, un passage obligé pour le citoyen.

Accélérateur ou freineur, loyal ou déloyal, visionnaire ou gestionnaire, honnête ou menteur, courageux ou lâche, on trouve de tout dans le personnel politique ainsi que dans l'ensemble de l'environnement systémique. Que le système soit centralisé ou décentralisé, tout citoyen sait qu'il existe de nombreux filtres entre lui et le décideur final. À titre d'exemple, on peut en citer au moins 8 entre le simple citoyen local et les institutions au cœur de l'État :

- . Attentes et demandes brutes du citoyen lambda, du groupe primaire
- . Réunion et débat entre membres ou citoyens concernés sur un projet X, une proposition Y
- . Elus, dirigeants, actionnaires, responsables, réunis en conseil, commission, pour trancher, trouver un compromis au projet, à la proposition
- . Filtres parlementaires, conseillers, lobbyistes, spécialistes, think tank, minorités influentes, groupements d'intérêts...
- . Ministères engagés, technocratie et hauts fonctionnaires actifs
- . Légifération au sein des assemblées nationales (Parlement, Sénat, Congrès, Chambre...)
- . Présidence, gouvernance, conseil de sécurité/de défense...
- . Conseil d'État, Conseil constitutionnel, Cour suprême, Cour fédérale

La stratégie du grain de sable

La politique consiste à faire croire au peuple dans l'illusion et la manipulation que celui-ci dirige pleinement son sort et son destin. Sauf grands moments historiques, la politique résulte d'une programmation quasi algorithmique de règles et de lois à suivre, faisant croire au peuple qu'il conduit ou oriente lui-même le véhicule national, alors que ce dernier est déjà fortement automatisé aussi bien dans la manœuvre que dans la direction prise. Pour reprendre « le volant » et la maîtrise du pilotage, avec ou sans l'aide de la classe politique, les citoyens ont toujours la possibilité de sortir de l'emprise systémique lorsque celle-ci est placée sous la conduite d'un gouvernement, d'un homme, d'un système ou d'un parti dominant jugé défaillant, corrompu, indigent, violent, mensonger. La stratégie du grain de sable est qu'un simple petit facteur ou élément non pris en compte peut enrayer l'immense machine. Ainsi, au lieu de suivre servilement la logique dominante sur des bases standardisées et conformistes, il suffit de modifier certains éléments de cette logique par ajout ou soustraction pour façonner une nouvelle logique imprévue au départ. En dehors de l'élimination physique ou la mise à l'écart du chef ou de cibles décisionnaires importantes par un citoyen anonyme venu de nulle part déterminé, courageux, kamikaze. En dehors d'évènements non prévus de nature à déstabiliser la bonne marche du système (catastrophe naturelle, épidémie, krach boursier...). En dehors de rendre coup pour coup à la violence d'État par la violence citoyenne, il existe 5 grands

axes d'action propre à la stratégie du « grain de sable » avec, à chaque fois, l'objectif d'insérer un frein, un problème, un retard, une perte, une rupture, sein de la routine systémique et/ou de la complexité de ses rouages : la « Davidation », l'effet de levier, la démobilisation, la programmation participative, l'évolutionnisme politique.

1. La « Davidation » se rapporte au combat du plus petit face au plus fort. Avec la foi, la détermination à en finir avec l'ennemi et surtout le courage à s'exposer personnellement, tout peut être envisageable dans le rapport de force (opposition, désobéissance, fronde, action violente, ruse...). Il s'agit d'utiliser à chaque fois les talons d'Achille du système en considérant que plus le système est complexifié, lent dans ses réactions, lourd dans ses procédures, isolé dans son commandement, plus il est fragile structurellement. Tout l'art consiste à faire l'exact contraire de ce qui est prévu, à s'extraire des comportements formatés par mimétisme, grégarisme et esprit d'appartenance par peur d'être isolés, critiqués ou exclus. Il s'agit de réfléchir autrement, de prendre délibérément une posture ou un chemin différent de celui suivi par les bien-pensants et les cohortes de suiveurs.

2. L'effet de levier consiste à amplifier une contestation dans une partie du corps social ou dans un corps de métier en jouant sur les faiblesses du système (rémunération des personnels, dépendance en ressources, matériels, équipements, difficulté d'action ou de travail au quotidien, privation d'électricité, de réseau informatique...) où sur les nécessités vitales du système (stopper radicalement le paiement des dettes, stopper provisoirement le versement des taxes et cotisations pour que le système s'enraye, discontinuité dans le fonctionnement, désobéissance et désordre organisé...). Le déséquilibre produit toujours la déstabilisation chez tous ceux qui n'ont pas la force mentale ni l'esprit de résistance chevillé au corps et dans l'âme.

3. La démobilisation commence par l'indignation verbale pour se transformer en manifestation de colère puis en désengagement civique, social, économique, consumériste, moral, culturel, politique... Ne plus participer activement à l'Offre sociétale officielle, c'est faire comprendre que l'individu-citoyen est au centre vital de tout fonctionnement systémique et que sans lui les lumières s'éteignent inévitablement. Il s'agit-là de ne plus acheter, ne plus consommer, ne plus payer fiscalement ou beaucoup moins, ne plus participer aux activités, de ne plus voter, etc.

4. La programmation participative est destinée à envisager collectivement de nouvelles pistes, réponses et solutions à partir de contributions officieuses, de revendications venant directement de la population ou d'organisations à finalité citoyenne, de votations participatives électroniques ou autres. C'est le cas par exemple avec :

- Ciblage nominatif d'individus considérés comme collaborateurs ou nocifs dans le système, l'État ou telle et telle organisation ;
- Listage précis des trains de mesures à prendre pour faire évoluer la situation ;
- Timing ou rétroplanning d'actions terrain à mener selon les territoires et les secteurs d'activité ;
- Nouvelles pratiques, nouveaux usages, nouvelles applications terrain, pour sortir par le haut de la situation en trouvant par soi-même des solutions plus simples et efficaces.

- Affichage et communication détaillée à destination du pouvoir en place afin de ne pas le prendre en traître et lui offrir une porte de sortie honorable ;
- Précision et clarification des enjeux à atteindre (réciprocisation immédiate, réponse proportionnée, moyens utilisés...);
- Toilettage législatif prévu avec réduction, annulation, soustraction de lois et normes jugées obsolètes ou liberticides ;
- Recours à l'autodiscipline, l'esprit de responsabilité, la loyauté des citoyens, en utilisant l'intelligence collective, la débrouillardise, le courage, en dehors de toute forme de commandement ;
- . Résistance citoyenne à partir de l'une ou de plusieurs des méthodes évoquées dans l'Opus 2 - para 81 - Franchir les Murs de Verre.

5. L'évolutionnisme politique consiste à disposer d'élus « nouvelle génération » et/ou à créer de nouveaux partis plus représentatifs des volontés citoyennes modernes en passant par le mode participatif direct. Le corpus d'idées et d'idéaux conservateurs est remplacé ici par un nouveau corpus évolutionnaire favorable à un changement positif plus engagé sur le plan démocratique. Il ne s'agit plus de défendre l'existant institutionnel tel qu'il est, mais d'envisager son toilettage ou nettoyage en profondeur via l'application de contre-mesures plus audacieuses que prudentielles, plus fortes que symboliques, plus pertinentes que démagogiques. C'est le cas notamment en revisitant certains fondements politiques systémisés tels que :

- . Arrêter le financement et le remboursement traditionnel des élections et des partis politiques par l'État et/ou par de riches donateurs influençant forcément les manœuvres électoralistes et les décisions ultérieures des partis concernés. Préférer la contribution directe et encadrée des citoyens à l'instar d'un investissement pour la mise en œuvre de la programmation proposée en évitant la publicité, la communication événementielle, en revenant aux idées et propositions pures et non à leur habillage artificiel ou séducteur. Le citoyen adulte n'a pas besoin de se laisser embobiner par un décorum inutile.

- . Faire en sorte que la mandature politique des élus soit menée majoritairement par des hommes et des femmes apolitiques au sens doctrinaire et idéologique, qui ne soient pas des professionnels ou des habitués nantis de la sphère politique, mais hautement investis d'un projet citoyen à défendre (et non systémique sur le principal). Il s'agit de limiter parallèlement le nombre d'élus provenant des partis politiques traditionnels au sein des principales instances nationales et territoriales en impliquant davantage les citoyens volontaires.

- . Limiter le nombre de hauts fonctionnaires et de fonctionnaires comme maillons de la chaîne étatique en révisant fondamentalement leur statut protégé (licenciement, turnover, obligation d'efficacité dans la relation avec le citoyen, sanction disciplinaire et juridique identique à celle subie dans le privé...). Les personnels statutaires de la fonction publique doivent avoir l'obligation de disposer d'une multicompétence opérationnelle sur 2, 3 ou x savoir-faire ou, a minima, une polyvalence afin d'éviter le cloisonnement étanche par spécialité, l'éclatement ou l'éparpillement d'une même décision sur plusieurs personnes mono compétentes ou mono spécialisées, supposant alors le recours à une hiérarchie aux ordres.

- . Obliger les élus et personnels de la fonction publique d'une transparence sur leurs missions et décisions à partir d'objectifs clarifiés de productivité réelle. L'accent doit être mis également sur l'organisation optimisée du temps de travail associée à une rémunération supérieure dans le cadre de missions tournantes et variées, mais jamais dans l'élévation statutaire automatique ni dans la rente de

situation.

. Réorganiser toutes les strates administratives et organiques dans la fonction publique en décentralisant comme en réduisant à seulement 3 ou 4 niveaux hiérarchiques verticaux entre la direction la plus haute et le terrain. Il est nécessaire de privilégier l'horizontalisation autonome des missions et des responsabilités dans des cadres définis dans le temps, les objectifs et les moyens. La déconcentration et la décentralisation des pouvoirs sous contrôle citoyen permanent est un impératif démocratique pour s'opposer à toute forme d'autoritarisme de haut en bas et de directivité imposée sans le consentement des principales parties prenantes (territoires, collectivités locales, entités microéconomiques...).

. Favoriser le plus largement possible la représentation citoyenne dans les enjeux politiques majeurs avec l'introduction régulière de nouvelles têtes, tout en limitant la concentration des pouvoirs inhérents au vote proportionnel ou majoritaire. Les contre-pouvoirs doivent disposer de la même prépotence décisionnaire avec l'aval des populations par des biais différents (référendum, e-tribune, programmatiques secondaires...).

. Limiter « l'endogamie politique » et l'entre-soi dans toutes les instances collectives en évitant l'agrégation de personnes et profils ayant le même esprit idéologisé, conservateur, normatif, prudentiel ou encore le même type de diplôme, de formation ou de compétence, la même tranche d'âge, le même type de statut social, le même sexe ou genre... La plus grande diversité citoyenne est nécessaire pour éviter l'endogamie politique et technocratique dans les grandes institutions et organisations.

. Limiter toute forme de dominance médiatique, toute forme de primauté présente accordée aux élites politiques, toute forme de dictature morale, culturelle et technique provenant de spécialistes et autres experts, dès lors que les actions menées et décisions prises affectent la vie collective. Il ne doit y avoir aucune différence de considération et/ou d'importance entre l'avis documenté provenant de ces profils et l'avis intuitif ou de bon sens provenant des citoyens adultes et discernés.

. Eviter que la décision finale ne soit prise que par un seul homme, sauf demande de toutes les parties prenantes et/ou dans le cadre d'une situation urgente nécessitant une réactivité immédiate. Eviter conjointement toute forme de surreprésentation dans les commissions officielles que les membres soient issus de la puissance publique, du monde professionnel, des partis politiques, des élus en tous genres, d'experts ou de simples citoyens désignés, en favorisant à chaque fois un juste équilibre entre eux.

. Pratiquer la réciprocité en politique, administration, gestion décisionnaire, faisant que personne ne soit exempt de devoir rendre des comptes sous prétexte d'un rôle ou d'un statut particulier. Chacun doit être responsable de ses actes et prises de position en fonction des conséquences, voire des effets induits, que ce soit sous un angle de récompense ou de sanction.

. Ne jamais accepter que seulement x % de vérité de la part des uns ne s'impose majoritairement dans le débat ou dans la position prise face à y % d'incertitude motivée ou z % d'autres vérités provenant des autres. Dans le fait de trancher, il faut éviter l'unilatéralisme en proposant toujours au moins deux ou plusieurs options ou solutions alternatives.

. Refuser que le seul raisonnement des décideurs ou la subjectivité, l'empirisme, le parti-pris, les certitudes d'intervenants patentés, ne s'imposent systématiquement à tous les autres. Refuser que la seule démagogie politique, le seul politiquement correct de la technocratie ou de l'élite en place et que le hors-sol de la solennité institutionnelle ne s'imposent comme vérité unique ou seul

choix possible.

. Intégrer dans toutes les institutions et centres de décision de la puissance publique des citoyens apolitiques, anonymes et différents à chaque fois, afin d'éviter le réflexe de soumission aux visées du chef ou de conformisme par rapport à la pensée dominante. Le décisionnaire final doit toujours se trouver en face d'une autre vision potentielle afin de relativiser son propre jugement.

. Ne pas accepter inconditionnellement l'addition régulière de nouvelles entités filtres, intermédiaires, satellites, dans la galaxie du fonctionnement étatique et celui des pouvoirs publics. Procéder plutôt par soustraction en considérant que le citoyen adulte éduqué, compétent et bien informé, est à même de s'organiser par lui-même dans beaucoup de domaines sans être obligatoirement assisté, accompagné, surveillé, coraqué par les fonctionnaires de la puissance publique.

. La présence directive de la puissance publique n'est pas nécessaire partout où le progrès technologique est disponible et accessible par soi-même et encore moins lorsqu'il s'agit d'une assistance non personnalisée et/ou générique sans grand intérêt pratique.

Recadrer la politique

Ce qu'il faut éviter par-dessus tout, c'est la dégénérescence de la confiance et de l'espérance dans la vie sociale et politique par le fait d'hommes et de femmes ambitieux pour eux-mêmes, menteurs, manipulateurs, prédateurs. Il faut également éviter l'emprise sournoise dans la vie collective d'un manque chronique de renouvellement, de régénération et de redynamisation des valeurs et fondements enracinant et alimentant l'idéal démocratique. Le rôle principal de la politique vue du citoyen n'est pas de privilégier la *realpolitik*, le court-termisme, la gestion prioritaire de l'existant, mais d'entretenir la flamme de l'espoir dans l'amélioration concrète des conditions de vie. C'est là que le rôle politique diffère de la croyance religieuse ou ésotérique en permettant d'envisager l'arrivée objective, le retour ou l'atteinte d'un existentiel positif pour tous et chacun. Et c'est là que la première fracture d'interprétation dans la notion de rôle politique prend corps. Par sa culture raisonnée et méthodique, la politique agit de la même manière que la finance sans état d'âme, l'industrie rationalisée ou l'agriculture raisonnée dans l'exploitation optimisée de l'existant (efficacité, rendement, productivité) ainsi que dans l'appauvrissement organisé et le vieillissement prématuré des ressources vitales au profit d'intérêts particuliers. En privilégiant toujours le gain immédiat ou assuré, le politicien professionnel, l'industriel actionnarisé, le financier non social, l'agriculteur non bio, participent à la « nitratisation » (rendre toxique, polluer, salir, épuiser, dénaturer) aussi bien des terres arables, que des usages légitimes et pratiques considérées comme vertueuses.

Lorsque les intérêts nationaux à court terme et/ou les intérêts particuliers priment sur les valeurs morales, l'honnêteté intellectuelle et la loyauté des comportements (c'est-à-dire les aspects consubstantiels à l'idéal démocratique), alors toutes les directions peuvent être prises, tous les retournements de situation sont envisageables, toutes les lâchetés et manipulations sont possibles. Lorsque l'action politique se nourrit d'abord et avant tout de la défense d'intérêts locaux, nationaux et/ou particuliers avant la défense de valeurs purement démocratiques et évolutionnaires en faveur directe du citoyen, elle joue un jeu plus perfide que fertile au sens moral et psychologique. C'est la raison pour laquelle le monde

politique traditionnel est considéré comme « pourri » à la racine par beaucoup de citoyens, ou pour le moins non crédible, car godillot, impliquant de la part de nombreux citoyens un réflexe permanent de défiance. À cela, s'ajoute l'aspect détestable qui consiste dans presque tous les partis politiques à défendre d'abord leurs propres visions, leurs propres troupes, en s'opposant aux autres comme s'il était inéluctable de diviser les citoyens pour mieux régner et exister. Comment expliquer ces méthodes politiques qui consistent à opposer les citoyens entre eux en... :

... se considérant comme porteur de la vérité ou de la meilleure solution, tout en niant ou relativisant les autres options considérées comme moins bonnes ou pertinentes.

... en vantant constamment ses propres positions et actions tout en critiquant ouvertement celles des autres dans une non-objectivité affligeante, comme si les mots remplaçaient la réalité dans la bouche du politique.

... en affirmant des certitudes dans des raisonnements alambiqués ou partiellement vrais avec une partialité évidente et/ou une immodestie flagrante, en prenant ses propres troupes et les autres pour des influençables par nature, des suiveurs passifs, des pions avec lesquels on joue.

... en considérant les citoyens (et l'opinion publique) comme des enfants ou des adolescents qu'il faut traiter dans le sens du poil (infantilisation) avec des discours laudatifs, lénifiants, autosatisfaits.

... en mentant ou en faisant silence sur des éléments essentiels comme si le citoyen lambda était fondamentalement non adulte pour les comprendre ou les assumer.

... en protégeant le citoyen contre lui-même, car a priori pas assez discerné, compétent ou discipliné, en l'obligeant à faire ou non, à consommer ou pas, à pratiquer ou ne pas le faire...

... en maintenant le citoyen dans un environnement dirigé, voire théâtralisé, en créant et animant autour de lui une tragi-comédie sociétale permanente justifiant chaque décision prise.

À cela, s'ajoute le syndrome du « désir aux pieds collés » dans lequel le politique a beau jeu de justifier le pourquoi de son implication et le pourquoi des difficultés rencontrées à partir de 4 ralentisseurs de progrès :

. Le « **désir aux pieds collés** » traduit une injonction paradoxale à vouloir quelque chose (désir, rêve, projet, souhait, fantasme...), mais en s'auto-interdisant de passer à l'acte par peur de l'échec, par prudence exagérée, par crainte d'un retour de bâton, par angoisse de la prise de risque, par autocensure pour éviter une éventuelle sanction ou critique. Chaque individu mal affirmé, non abouti, mal informé ou éduqué, secrète en lui-même ce type désir frustrant, car inatteignable et/ou le projette sur autrui.

. Les **forces inertielles** concernant les procédures administratives, les contraintes légales, les habitudes technocratiques dans la gestion des décisions et des problèmes, les attitudes stéréotypées face à la société civile avec une nette différence de mentalité et de comportement entre le rôle du fonctionnaire systémisé et celui du libre citoyen démocratisé.

. Les **murs de pierres** concernant principalement les institutions d'État et s'apparentant à d'épais remparts visibles et invisibles, plus ou moins infranchissables (lois, usages, coutumes, devoirs, contraintes, obligations, interdits, tabous) accessibles uniquement à des personnels validés (agents titulaires, concours sélectif, parrainage, cooptation...). Ils interdisent *de facto* l'accès facile ou possible aux sites de pouvoir, au fonctionnement des institutions et/ou ne permettent pas d'envisager l'accès à d'autres espaces publics plus

libertaires.

. Les **murs de verre** principalement implémentés dans l'espace collectif et/ou dans le cadre d'un existant civil, privé ou de proximité, dans lequel chacun peut voir ce qui se passe de l'autre côté, mais s'en véritable possibilité d'y accéder du fait de filtres puissants à l'entrée. En général, les murs de verre sont corrélés à un véritable parcours d'obstacles sélectifs (diplôme, compétence précise, critères de recrutement...).

Il convient enfin de ne pas oublier le rôle protecteur du politique en faveur de l'administration publique au sens large considérée à la fois comme patron payeur, sanctuaire du pouvoir et des institutions, réserve de défense et bouclier face à l'opinion publique, garant de la pérennité des rôles et des statuts, mais aussi comme l'épée et le bras armé mandataire des basses œuvres ou encore comme fusible en cas de crise.

La politique est toujours en dessous de la citoyenneté avisée

Malgré toute l'information disponible et la connaissance approfondie des mécanismes systémiques détenue par les maîtres communicants en politique, la sagesse des peuples est bien plus lucide sur le fond que la logique politique ou la raison d'État engagée dans la gestion du présent. Toutefois, il faut bien reconnaître que si les représentants des citoyens ne sont pas toujours exempts de défauts patents et de comportements litigieux dans l'exercice de leurs fonctions et missions, le citoyen suiveur est souvent le principal responsable de ce qui lui arrive. Il en est même souvent le déclencheur, l'acteur et le justificateur, exonérant ainsi le décideur politique sincère qui n'a fait que suivre ses désirs et attentes. Le citoyen non abouti, mal informé, non adulte, suiveur, passif, fragile mentalement, prédateur, agressif ou manipulateur, est à la fois la source et la cause des grands dysfonctionnements sociétaux ainsi bien que la victime principale. De ce point de vue, l'état de victime est souvent associé à des comportements sources inadéquats, à des décisions antérieures, préalables ou *in situ* inadaptées. En d'autres termes, le politique, le gouvernant, le décisionnaire, ne sont pas les seuls responsables de la situation. Il existe une coresponsabilité de fait dans tout modèle sociétal accepté et vécu ensemble. Le citoyen est responsable indirectement de la politique menée par les gouvernants en place lorsque... :

... Il accepte passivement les contraintes, les obligations liberticides, sans réagir ou exprimer clairement son mécontentement ou son désaccord.

... Il vote de manière binaire, conditionnée, manichéiste, partisane par principe et/ou à partir d'un mode cognitif en 2 D.

... Il se nourrit globalement d'idéologie nationaliste monolithique, de fausses informations, de théories complotistes, d'imaginaire hors sol.

... Il applaudit aux discours populistes et démagogiques sans rechercher les véritables causes et sources de ce qui est dit ou affirmé.

... Il suit aveuglément la parole du chef ou des leaders sans montrer de recherche d'objectivité, de discernement et/ou de véritable libre arbitre.

... Il associe l'émotion (haine, désir, colère, vengeance...) à la raison (argument stéréotypé, parti pris, modèle culturel conditionné, inversion des faits...).

... Il n'écoute pas la partie adverse, ne cherche pas à la comprendre ni proposer de terrain amiable ou formuler de proposition de compromis.

... Il accepte et/ou pratique le rapport de force comme unique façon d'agir dans le cadre d'un gagnant-perdant, voire d'une perdant-perdant.

À l'inverse, la puissance en mouvement d'un peuple uni, courageux et déterminé est xy fois plus importante que celle d'une armée de soldats ou de mercenaires professionnels. C'est le rôle du politique que d'en tenir compte considérant qu'il existe bien plus d'hommes et de femmes intelligents et discernés dans la citoyenneté que parmi l'ensemble des politiques, hauts fonctionnaires et technocrates réunit au sein des systèmes en place. Ce n'est pas parce qu'un homme politique ou un intellectuel promet la Lune qu'il ne vient pas d'inventer pour la x^{ème} fois une nouvelle façon d'utiliser l'eau chaude. De ce point de vue, tout ou presque existe déjà dans la pratique politique qui ne fait que reproduire, adapter, réinventer, en boucle d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre, les quasi mêmes méthodes habillées autrement. Aussi pour sortir de l'offre politique traditionnelle, il n'existe pas de voie unique et supérieure aux autres qui ne soit déjà connue dans ses limites. La véritable ouverture politique n'est pas du tout dans le sens d'une opinion publique obéissante, suiveuse et prudentielle, mais dans le challenge, le défi, l'audace, le fait d'oser d'autres choses qui sortent du conservatisme ambiant. Faire ce que l'on connaît conduit toujours aux mêmes réponses, aux mêmes conséquences, aux mêmes retours en boucle. Innover, sortir de sa zone de confort, d'habitude ou de certitude, ou encore favoriser des ruptures créatives, induit un champ potentiel de nouvelles réponses, réactions, ouvertures, même si le risque est omniprésent. Aussi tant que citoyen s'abrite derrière les conservatismes ambiants et que le politique suit le citoyen, voire le précède dans les mesures et les lois, comment avancer et faire progresser la démocratie et la citoyenneté ? Il en est exactement de même avec la perpétuation d'un régime politique au parti unique ou encore avec une bipolarité partisane nourrit par l'alternance entre deux ou trois partis concurrents, dès lors que ceux-ci reposent sur des modèles figés, passésistes et/ou sur la base d'une idéologie dépassée.

La politique devrait être la pointe avancée des sociétés modernes

Toute pratique politique avancée suppose un fondement structurel innovant reposant sur des synthèses programmatiques ambitieuses et élargies en lien direct avec les attentes explicites et diversifiées des citoyens. Cela nécessite obligatoirement une actualisation régulière de ces programmatiques (plan dans les plans), une participation directe et contributive des citoyens (vote, e-tribune, référendum...), un minimum de délégation décisionnelle (sous contrôle) au sein des instances étatiques et systémiques. De ce point de vue, il apparaît évident que toute évolution notable des sociétés modernes ne peut s'envisager que dans la plus parfaite conjonction de 4 grandes nécessités sociétales :

. Considérer que l'esprit de démocratie avec l'ensemble de ses valeurs et notamment les **34 valeurs évolutionnaires** en matière de personnalité, de mentalité, de comportement et de relationnel, sont les seules qui valent comme référence universelle absolue permettant de définir une nature humaine adulte, épanouie, aboutie. Toutes les autres postures (mensonge, manipulation, inversion, régression, cynisme, agressivité, intolérance, radicalisme...) traduisent un parfait inaboutissement humain, voire une maladie de l'intelligence et/ou des troubles psychiques certains.

. Établir en profondeur de la citoyenneté par le biais du **génie sociétal** un nouveau socle de fondamentaux évolutionnaires destiné à remplacer les anciens socles conservateurs (réactionnaires, bourgeois, conformistes, suiveurs dans les traces existantes, doctrinaires...) ou traditionalistes (fondamentalisme, passéisme,

religion, idéologie, droit coutumier, royalisme...).

. Mobiliser et **stimuler en surface** l'activisme citoyen par tout un ensemble d'offres de bien-être, de mesures d'amélioration des conditions de vie, de projets innovants, d'actions engagées, d'initiatives audacieuses, de réformes collectives positives, destinés à dynamiser la vie sociale et libérer la vie des citoyens de contraintes inutiles (suivisme docile, stress, peur, anxiété, soumission, inhibition, obéissance inconditionnelle...), tout en éradiquant simultanément le négatif, l'inutile, l'obsolète, les freins structurels à l'avancement.

. Élire des **leaders fiables et honnêtes intellectuellement** garantissant un véritable esprit de responsabilité dans leurs fonctions, ainsi que des responsables intermédiaires compétents et non formatés par l'ancien monde. Des individus capables de réfléchir autrement, d'avoir de la vision globale, de l'objectivité, d'être des producteurs ou stimulateurs d'avancées citoyennes, avant de protéger d'abord leurs propres intérêts, écosystèmes politiques et économiques, leurs communautés d'appartenance et/ou les pouvoirs en place.

Il est évident que ces conditions préalables ne sont pas du tout prioritaires, ni majoritaires, ni même ancrées dans la vie politique observable de nombreux pays. On peut même affirmer que la plupart des nations modernes sont animées par davantage de pseudo-démocratie, au mieux de démocratie partielle à tendance régressive, que par l'esprit d'une démocratie mature, épanouie, pleine et entière. Les principales raisons expliquant les limites structurelles de la pratique démocratique placée sous la tutelle politique des gouvernants découlent d'une formidable inversion alimentée par 6 grandes déviations devenues majeures dans le quotidien systémique :

1. Les **postures communicationnelles** stéréotypées (solennité, langage convenu, condescendance, critique systémique, opprobre, discours politiquement correct...), voire les impostures médiatiques en direct (mensonge, fausse information, déformation des faits...) plus ou moins amplifiées en fonction des réseaux utilisés.

2. Le **goulet démocratique** (élimination concurrentielle des nouveaux entrants et opposants) d'abord au sein des partis puis dans l'offre finale en regard des règles constitutionnelles, conduisant à proposer en bout de chaîne toujours les mêmes profils, les mêmes têtes, pour assister ensuite à un duel final entre deux candidatures prédéterminées dès le départ parmi des dizaines d'autres potentiellement aussi efficaces.

3. Les **mécanismes de vote** fondés uniquement sur les citoyens votants qui se déplacent physiquement induisant *in fine* une majorité presque toujours relative et non représentative de l'ensemble de la population adulte inscrite sur les listes électorales.

4. La **personnalisation politique** avec le mythe du leader, du père de la nation, du sauveur, du guide..., accordant ainsi à l'élu une fausse légitimité, même si légale (via le point 3), calquant ainsi le modèle de l'autorité parentale à grande échelle ou encore celui de chef de meute animale.

5. La **bipolarisation des idéologies** politiques dominantes ou seuls les partis historiques, les personnels issus des gouvernances précédentes et/ou les personnalités reconnus par leurs pairs au pouvoir et/ou disposant d'importants réseaux corporatistes et moyens financiers, peuvent concourir jusqu'au bout éliminant *de facto* toute une offre citoyenne sans grand moyen, mais peut-être bien plus efficace et plus efficiente sur le terrain du quotidien.

6. Le **pouvoir obscur** des décisionnaires et des influents dans l'ombre des huis clos au sein des institutions, dès lors que les décisions prises induisent une orientation générale subie et non voulue s'appliquant à tous.

Il est clair que l'ensemble du corpus politique (personnel, institution, doctrine, procédure, recrutement, discours, méthode...) est tout à fait adapté à la préservation des systèmes en place et beaucoup moins à la défense du citoyen lambda en le considérant comme seconde ou tierce priorité. Un autre signe courant de déviance politique courante est dans la nette préférence d'intérêt, de valorisation, de protection, accordée aux personnels de la puissance publique, aux forces de sécurité, aux représentants de l'État et autres personnalités publiques, face aux mêmes situations ou cas vécus par les citoyens de base (agression, décès, maladie, violence subie, parole donnée ou écrit publié...). La sensibilité du système envers toute attaque contre sa propre intégrité est souvent l'inverse de son insensibilité envers le citoyen lambda anonyme et souvent aussi brave, utile et compétent mais laissé dans l'ombre, car sans aucune notoriété, décoration ou titre valorisant. Le deux poids deux mesures est souvent même du flagrant délit en provenance des organes du système pour qui sait observer les réactions du personnel politique et/ou celles des grands médias. La solennité provenant des pouvoirs publics, le traitement médiatique de l'information, la reprise *in extenso* des communiqués de presse provenant du pouvoir, amplifie encore davantage de manière non égalitaire ni équitable la prédominance discriminante de l'État envers ses serviteurs, collaborateurs et autres élites adouées avec, en queue de préoccupation, le sort des autres sujets et/ou celui du peuple.

Les tendances politiques à l'international

La politique n'est pas «seulement la continuation de la guerre (hostilité, opposition, rejet de l'autre...) par d'autres moyens» et/ou l'inverse, elle est surtout au centre de l'opposition entre différents types de corpus de valeurs et visions du monde. Selon comment est éduqué, formaté, conditionné le cerveau humain, l'individu peut interpréter de 0 à 180 une même réalité, c'est-à-dire d'un extrême à l'autre. Si l'on considère que la réalité est un ensemble de faits objectifs dans le temps et l'espace (au centre équilibré des extrêmes, soit au point 90) son interprétation peut aller de 0 de réalité (zéro information/savoir, inculture, inconscience complète, virtualité, abstraction totale...) à 180 (inversion, dénie, mensonge, désinformation, endoctrinement, manichéisme, binarité...). Par référence historique, épistémologique, scientifique ou de simple honnêteté intellectuelle, ce sont toujours et de manière universelle les pures valeurs évolutionnaires fondant l'esprit de démocratie qui représentent l'équilibre parfait entre 0 et 180. On ne peut atteindre cet équilibre que par l'application constante de ces valeurs positives, supposant à la base une nourriture culturelle, cognitive, informationnelle, expérientielle de qualité, objective, utile, transparente, claire, essentialisante, ouverte sur tous les domaines et aspects connus. Tout ce qui encadre, formate, ferme, limite, réduit ces critères, ne peut espérer manifester un véritable esprit de démocratie envers soi-même ou les autres, ainsi que sur ce qui s'est passé, se passe ou va se passer. La responsabilité du politique pour favoriser ou non les conditions du chemin menant à l'aboutissement individuel, voire collectif, découle d'une approche concrète de la citoyenneté à partir de 3 grandes orientations dans la conduite des peuples :

... Un matricage de citoyenneté aux ordres, obéissante au pouvoir en place, suiveuse, sous influence politique, jusqu'à façonner des esprits conditionnés et/ou fermés sur l'ensemble des valeurs purement démocratiques, voire dans une perception de la réalité totalement inversée (anti démocratie, non-démocratie).

... Une volonté d'encadrer la citoyenneté en l'orientant sur certains aspects

systémiques majeurs (civisme, nationalisme, ethnisme, genre, communautarisme, religion...), mais aussi ouverts sur d'autres aspects plus secondaires : économie, échange commercial, voyages, tourisme, consommation, technologie, arts, musique... (démocratie partielle).

... Une recherche de citoyenneté avancée en faveur de citoyens affirmés, éduqués, bien informés, libres de leurs décisions et initiatives (démocratie pleine et entière).

Plus le différentiel est grand entre 0 et 90 ou 90 et 180 et plus la vision de la réalité est différente, voire opposée, jusqu'à l'impossibilité de s'entendre. S'il est toujours possible de s'entendre entre $E = 90$ et $-1/2$ de E (45) ou $+1/2$ de E (135) en s'accordant sur une acceptation de certains faits secondaires et/ou sur des communs dénominateurs de vérité n'affectant pas la position intellectuelle, cognitive ou morale de base, la compréhension devient impossible entre 0 et $-1/2E$ et $+1/2E$ et 180. A partir de ces deux niveaux limites, la régression devient inéluctable vers l'empirisme incontrôlable tant que l'individu ne possède pas ou très de référentiels culturels ou informationnels (0), ou soit vers l'inversion au profit de certitudes inébranlables dès lors que l'individu est endoctriné sur tous les sujets culturels, moraux, cognitifs majeurs (180). Dans les deux cas, le taux d'acceptation des faits traités uniquement sous l'angle purement démocratique (90) tend vers l'épsilon ou presque.

Aussi toute culture nationale et tout système politique fondé principalement sur la rusticité, la croyance, le mensonge ou l'imposture historique (même avec le recours à la technologie et du progrès scientifique) et/ou s'étalonnant sur une échelle allant de 0 à $-1/2E$ ou de $+1/2E$ à 180, est potentiellement agressive, contestataire, violente dans le rapport de force, vis-à-vis de toutes les autres cultures plus ouvertes et objectivées se rapprochant de 90. Ainsi dans le concert mondial, toutes les cultures passéistes et tous les systèmes politiques fortement conservateurs en retard de mentalité démocratique sont voués à s'affronter, d'une manière ou d'une autre, avec les entités bien plus en avance sur eux jusqu'à les rejeter ou les éliminer. Il est ainsi possible de dire que plus la présence démocratique (90) est forte dans certaines nations et plus celles-ci génèrent des tensions faciales ou indirectes avec les entités en retard. Au lieu de devenir pour elles un exemple et un besoin mimétique d'identification comme pour les nations en éveil démocratique comprises entre $-1/2E$ à E et E à $+1/2 E$, toutes les autres en deçà ou au-delà vivent cela comme un repoussoir permanent. La démocratisation du monde sans évolution transversale sur les fondamentaux de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) ne peut que conduire à des risques d'affrontement et de confrontation récurrents.

De ce point de vue, tant qu'un lourd travail structurel à vocation universelle n'est pas entrepris pour unifier les fondements culturels, les valeurs évolutionnaires, l'intelligence relationnelle, entre tous les peuples concernés, le risque entropique est permanent. On voit bien là l'importance du rôle politique à bien gouverner, légiférer et décider pour le bien premier des peuples contemporains et à venir ou, au contraire, leur complicité ou duplicité à ne pas le favoriser, à servir d'abord les systèmes en place ou en profiter avant tout pour eux-mêmes. Pour sortir par le haut des conditions citoyennes et sociétales modernes dans la plupart des nations, il faut une synchronisation politique internationale entre les démocraties en avance, en éveil et celles en retard. Il ne s'agit plus de défendre d'abord son pré carré et/ou de creuser encore davantage l'écart économique, social, alimentaire, sécuritaire, culturel, éducatif, informationnel, civique, mais d'essayer

de contribuer intelligemment et pacifiquement à tous les transferts nécessaires. Il est évident que ce n'est pas en éduquant de manière académique et systémique leurs citoyens que les démocraties vont réussir ce challenge et pas davantage en créant des fossés économiques entre riches et pauvres et/ou entre modes de vie, de consommation et d'équipement. Elles ne font que creuser encore davantage les écarts avec les populations sous-éduquées, sous-informées et sous-équipées, avivant ainsi tous les rejets anti démocratie.

Ce qui sûr, c'est que dans toute confrontation individuelle, entre entités ou entre États portant sur des faits objectifs, il convient toujours d'agir en 5 temps :

- . Tenir fortement sur ses positions et son intime conviction en étant le plus possible transparent sur ce que l'on pense, dit ou fait.
- . Continuer à agir selon les valeurs fortes et inébranlables d'une saine démocratie comme si l'on n'avait aucunement peur de l'intimidation et/ou du rapport de force engagé dans la relation.
- . Donner un maximum d'éléments d'appréciation clairs, justes, précis, aux tiers témoins de la chose, sachant que les deux partis ne changeront pas d'avis de sitôt. L'objectif consiste à gérer la position au présent mais aussi à préparer le terrain de l'histoire qui sera le juge arbitre final.
- . Pratiquer une réciprocité légitime, forte et proportionnée au coup par coup en cas d'attaque directe ou de mauvaise foi évidente, en évitant les discours moraux, les attaques personnelles, les jugements de valeur, en laissant cela à l'adversaire pour qu'il se décrédibilise de lui-même.
- . Fournir une porte de sortie honorable à l'autre partie afin de lui permettre de sauver la face le moment opportun. Ne jamais sous-estimer la partie adverse y compris dans ses faiblesses apparentes, lesquelles pourront ensuite se révéler être un plus ou une force.

En finir avec les préceptes de Machiavel

Pour changer en profondeur les pratiques politiques dans tous les pays du monde, il ne s'agit plus seulement de remplacer régulièrement les têtes parmi les élus au plan local, territorial, national ou fédéral, mais aussi de modifier en amont le fonctionnement structurel des partis politiques. L'effet balancier qui permet de passer légalement lors d'un vote d'une couleur politique à une autre, d'une idéologie à une autre, en fonction des mécontentements d'un côté et des promesses de renouveau de l'autre, ne suffit plus à assurer les fondamentaux démocratiques modernes. Le vote n'est qu'un instrument de démocratie parmi d'autres et surtout pas une fin en soi. Il faut voir beaucoup plus loin et plus large et surtout sortir des préceptes de Machiavel en faveur des princes et des dirigeants (prise de pouvoir, manœuvres pour conserver le pouvoir, stratégie d'influence, rapport de force contre...), lesquels sont encore régulièrement appliqués dans l'univers politique et diplomatique. C'est aux institutions politiques qu'il revient d'engager toutes les réformes nécessaires afin d'atteindre toujours plus de transparence, d'équité, de progrès, d'avancées citoyennes et démocratiques. Pour que le citoyen revienne au centre de la démocratie et non plus être considéré comme seulement une puissance de travail, une ressource fiscale, un pion sur l'échiquier des nations, une vache à lait, un otage du système ou encore un faire-valoir électoral, il convient d'avoir 4 types de réflexes en matière de raisonnement politique hautement démocratique.

Le **premier réflexe** pour sortir concrètement de la complexité des systèmes

politiques traditionnels doit être de ne plus confier uniquement cette grande mission sociétale à des commissions partisans ou endoctrinées, à des personnalités dominantes du sérail politique classique, aux premiers de la classe en matière de diplôme et de technocratie. Le plus grand risque avec eux est de ne rien faire évoluer du tout sur le fond des pratiques et attentes démocratiques, mais de le faire croire avec brio. Ce n'est pas non plus en changeant régulièrement les têtes des leaders politiques ni en pratiquant des réformes de surface ou conjoncturelles que les systèmes vont changer fondamentalement leur fonctionnement tant que le conservatisme, l'argent, l'influence et le goût du pouvoir dominant au final sur l'avis du citoyen. Pour un véritable changement politique structurel propice à l'inclusion de néo-fondamentaux sociétaux plus évolutionnaires, sans pour cela changer radicalement l'ordre existant ou passer d'un extrême idéologique ou d'organisation à l'autre, il faut absolument agir simultanément sur 4 adaptations constitutionnelles permettant de remettre au centre du jeu le citoyen moderne. Bien que la mise en place soit techniquement possible à tout moment, il faut naturellement y inclure un délai d'application suffisant. On ne change pas un modèle de citoyenneté conservateur par un nouveau modèle de citoyenneté avancée en peu de temps. Il faut pour cela préalablement :

1. Imposer la prise en compte de **4 types de votes** : Oui, Non, blanc et abstention à partir d'un pourcentage précis de votants, mais aussi de non-votants en prenant en considération l'état des lieux chez les citoyens participants physiquement au vote et ceux qui ne veulent participer par rejet de l'offre présentée (ex. 1/3, 50 % ou plus de non-votants), jusqu'à remettre ultérieurement la votation avec ou sans d'autres programmes ou têtes d'affiche ;
2. Donner au citoyen le droit constitutionnel d'intervenir, de s'ingérer à tout moment, au moins **1 fois à mi-mandat** à partir d'un quorum suffisant, pour donner son avis favorable ou défavorable sur la continuité ou non du mandat en cours. La présence du citoyen au centre des décisions et de la programmation en cours est un aspect essentiel de la véritable démocratie, dès lors que le citoyen se sent désinformé, trahi, floué, manipulé, en cours de mandat.
3. Imposer systématiquement à la base des enjeux politiques des **programmations ambitieuses** solidement argumentées, chiffrées, datées, signées, en s'interdisant toute forme de promesse démagogique et d'espoir qui ne serait pas tenu. Toutes les programmations doivent provenir en grande partie de la volonté participative des peuples et non uniquement des partis politiques en place.
4. Pouvoir appliquer si nécessaire le **principe de réciprocité** aux décisions prises par les élus et gouvernants (lois, décrets, mesures, réformes...) en les obligeant d'une part à assumer pénalement leurs responsabilités en cas d'erreurs patentes et, d'autre part, à proposer des contreparties d'égale importance à chaque fois que les libertés, droits et/ou usages courants sont remis en cause, interdits, limités, placés sous condition, aux dépens du citoyen. Intégrer de manière constitutionnelle le principe de réciprocité citoyenne sous forme d'**outrage à citoyen** dès lors que le délit provient d'un personnel de l'État.

La mise en place de ces nouvelles règles suppose un **second réflexe** collectif permettant d'éviter toute forme de professionnalisation politique en sautant d'un statut d'élu à un autre, d'un mandat à l'autre. Il ne doit pas être permis à un citoyen élu de faire une carrière politique rémunérée dans la durée et/ou de manière statutaire privilégiée sur le « dos » des autres citoyens. De la même manière, il ne doit pas être possible de pouvoir décider constamment à la place des autres. La régulation politique est aussi importante que la régulation

économique, judiciaire ou normative.

Le **troisième réflexe** est d'ordre citoyen en s'habituant (ou en se déshabituant) à ne plus suivre inconditionnellement les discours politiques et/ou à subir de manière hypnotique l'offre politique du moment. Il s'agit d'éviter de se faire influencer le jugement par la personnalité des leaders de l'exécutif ou de l'opposition. Le citoyen doit se considérer à tout moment comme l'égal du personnel politique censé le représenter en donnant aux médias un rôle essentiel de ce point de vue.

Le **quatrième réflexe** consiste à vérifier à chaque fois si les promesses faites et les décisions prises sont conformes à la réalité, aux réalisations concrètes sur le terrain. Il doit être totalement refusé qu'un objectif vendu pour 100 % de faisabilité au départ ne se rétracte ensuite de 50 % en cours de route et, pire encore, n'aboutisse à la fin qu'à un petit 10 % si ce n'est le contraire. Pour restaurer la crédibilité politique et celle du personnel politique, l'ensemble des élus et des personnels concernés doivent démontrer en permanence de l'honnêteté intellectuelle, une compétence avisée, de la transparence, de la proximité, de l'humilité, de la disponibilité, sans aucune possibilité d'enrichissement personnel ou recherche de notoriété pour soi.

Seules ces conditions sont de nature à requalifier le rapport au citoyen et améliorer la condition sociale pour le bien du plus grand nombre. Tout candidat à une quelconque élection devra ainsi réfléchir à plusieurs fois avant de se lancer dans une mandature. Il devra également limiter *de facto* les discours démagogiques, les promesses intenables, la tentation de manipuler les masses, la communication spectacle, avec surtout l'obligation de réaliser le programme proposé sans ne plus mentir, ni se défilier au risque alors d'être éjecté en cours de route. C'est de cette manière que le citoyen peut et doit revenir au centre du fonctionnement des institutions et de l'Etat, être en quelque sorte le vrai centre de gravité du jeu politique.

20 pistes pour changer la mentalité politique

Considérant que l'action politique est majeure dans le fonctionnement et la gouvernance d'une nation, tout personnel politique gravitant dans la sphère de l'exécutif et du législatif (gouvernant, élu, assistant, collaborateur, conseiller), mais aussi tout agent de l'Etat (fonctionnaire, haut fonctionnaire) ainsi que tout citoyen amené à participer à une mission publique, doit s'engager sur l'honneur à respecter un deal moral lors de son recrutement, son entrée en fonction ou encore lors d'un changement de poste ou de mission si cela n'a pas été fait auparavant. Le **premier objectif** est de (re)crédibiliser la fonction et le statut du politique et de l'élu par des engagements formels et non seulement par le verbe ou le discours. Le **second objectif** consiste à éradiquer toute forme de personnalisation induisant par la force des choses l'égoïsme, le narcissisme, l'imposition de soi, ainsi que chez certains la malhonnêteté intellectuelle via les discours démagogiques, l'artificialité rhétorique, les contre-exemples comportementaux. Le **troisième objectif** est destiné à éviter le carriérisme et la professionnalisation de la fonction politique avec ses corollaires de vénalité (enrichissement, rémunération, privilèges, honneurs) et/ou d'ambition vaniteuse dans l'exercice du pouvoir (dominance, ascendance sur les autres, titre protecteur, notoriété médiatique...). Ces trois objectifs évitent la permanence de ressorts

malsains dans la représentation politique moderne, voire un certain irrespect envers l'ensemble des autres citoyens.

C'est la raison pour laquelle, il est impératif que préexistent un certain nombre de règles néo-démocratiques et de conditions morales et mentales dans l'exercice des fonctions et des rôles politiques. Tout doit être fait pour empêcher le retour des tropismes habituels dans la représentation politique classique (jouer sur une image trompeuse, adopter un comportement non authentique, posture manipulatrice, décision avec arrière-pensée...). Le politique ne doit plus être placé au premier plan du sociétal avec un citoyen en arrière-plan. Il doit servir d'abord les intérêts de ses concitoyens et non les siens et/ou ceux des collaborateurs et servants des systèmes en place, en étant capable de... :

1. S'engager sur l'honneur à respecter le devoir de transparence, de sincérité et de vérité vis-à-vis des citoyens et des pairs quoiqu'il puisse en coûter personnellement en matière d'employabilité, de réputation, de responsabilité juridique ou d'image.
2. S'interdire de suivre docilement les ordres imposés par son groupe politique d'appartenance si l'intime conviction pousse à faire le contraire, de s'accrocher à un poste électif contre la volonté du plus grand nombre ou encore de prendre position de manière manœuvrière en fonction d'intérêts personnels, de groupe et/ou en vue d'une prochaine réélection.
3. Pratiquer soi-même ou sous son propre contrôle le toilettage, le nettoyage, l'élimination de tout ce qui pollue la vie de tous, de ce qui est obsolète, objectivement inutile, voire injuste et inéquitable, en proposant des réponses adaptées à la place.
4. Accepter une rotation régulière des postes et des rôles dans le secteur public comme dans les mandats électifs, afin de ne pas s'attacher trop longtemps aux habitudes de la fonction en s'engageant à ne pas s'accrocher d'une manière ou d'une autre à la fonction.
5. Se contenter d'une rémunération limitée (équivalent à 1 ou 2 smic), d'avantages réduits (pas de passe-droits), d'un pouvoir décisionnaire placé sous contrôle citoyen permanent et cela, durant toute la durée d'une mandature non reconductible au bout de 2 fois maximum.
6. Tout faire pour représenter le plus fidèlement possible le vote citoyen et/ou la programmation votée ou en cours, en acceptant d'être viré à mi-mandat en cas de non-respect ou de démissionner si les conditions d'exercice ont évolué dans le sens contraire des attendus initiaux.
7. Prohiber toute forme de trop grande personnalisation et médiatisation des actions politiques menées en faveur ou contre l'existant, dans le but principal de se faire mousser médiatiquement comme acteur ou opposant principal afin de tenter d'influencer l'opinion publique.
8. Faciliter l'inclusion et la présence de citoyens volontaires issus du privé dans les fonctions étatiques, représentatives, électives, territoriales, administratives, afin d'auditer et contrôler ce qui est fait dans le domaine public mais aussi éviter toute forme de scission public/privé et autres effets corporatistes ou lobbyistes.
9. Accepter l'intervention citoyenne à tout moment du mandat à partir d'un quorum (minimum de signatures) dès lors que la situation l'exige objectivement par un faisceau de faits avérés. L'intervention citoyenne motivée est également valable dans les services publics et les fonctions d'État, sous condition de demande préalable et de confidentialité.
10. Contribuer à transformer les programmes et promesses électorales en faits concrets à 100 % des objectifs initiaux en se battant et non en capitulant, en se

couchant ou en se contentant d'un moindre taux de réussite.

11. Refuser de participer à un vote entonnoir ou à un vote dont le résultat est programmé d'avance, en acceptant sans réserve les règles du jeu incluant l'incidence décisive du vote blanc et celle de l'abstention (non-présence physique) lorsque celle-ci devient majoritaire ou trop importante.

12. S'interdire toute remise en cause d'un programme antérieur déjà démocratiquement voté et mis en place, sauf erreur patente, décalage objectivement négatif, régressif, restrictif et/ou mesure liberticide évidente.

13. Rechercher avant tout des solutions positives destinées à améliorer d'abord la vie des citoyens, puis à défaut la vie collective et nationale. En cas d'obligation à voter ou imposer des mesures privatives de droits, libertés d'usage, obligations supplémentaires, un ensemble de contreparties d'égale importance doit être envisagé.

14. S'imposer une distanciation et toute forme de complicité et/ou de connivence avec les cercles d'influence capables d'orienter à leur profit les décisions publiques (think tank, lobby, people influent, shadow cabinet...).

15. Faire appliquer et s'auto-appliquer à soi-même le principe de réciprocité comme mode de régulation des excès, abus constatés ou récidives, dès lors que l'arsenal législatif et pénal est inapplicable en l'état, ou trop long à mettre en place.

16. Recourir systématiquement au principe du sourcing causal pour toutes les décisions et postures à conséquences fortes et/ou décisives en politique, justice, sciences, vie institutionnelle, finance, économie, consommation, social, religion, mode de vie...

17. S'astreindre à sortir du discours lissé, policé, politiquement correct, lorsque celui-ci n'apporte pas grand-chose de solide ou d'utile au débat, ainsi que des silences et réserves complices concernant les grandes problématiques sociales, sociologiques, psychologiques connues et/ou vécues par les concitoyens.

18. Toujours défendre celui et celle qui le mérite en toute conscience en donnant soi-même l'exemple du courage de dire, de protéger, d'alerter, ainsi que de dénoncer les mensonges d'État, les lâchetés politiques, médiatiques, institutionnelles... Récompenser le vrai mérite (effort réel, courage de s'exposer, assumer des risques maîtrisés, abnégation en faveur d'autrui, solidarité contributive, créativité et inventivité...) n'est pas du tout comparable à la méritocratie systémique (quête du diplôme, valorisation par le titre, le rôle, l'argent, l'imposition de soi, être premier de la classe...) avec tout ce que cela suppose de comportement pas toujours loyal ni bienveillant envers autrui.

19. Ne pas accepter de recourir systématiquement au principe de précaution ou à la mise en danger de la vie d'autrui lorsque cela reste hypothétique, non démontré et/ou sans intention dolosive initiale, surtout lorsque cela amène à justifier telle mesure coercitive ou liberticide, tel changement contraint dans le mode de vie, tel nouveau modèle de contrôle ou de surveillance, telle posture prudentielle exposant les citoyens à des effets induits négatifs et/ou non souhaitables à terme.

20. Favoriser toujours en premier le vivre ensemble tolérant, de qualité et serein (sans stress, peur, anxiété, culpabilité, infantilisation...) dans un cadre de justice équitable et de laïcité permettant de suivre collectivement et individuellement des lignes droites saines, positives, clairement tracées et suivies avec motivation. C'est aussi refuser tout mélange tendancieux entre la vie publique et la religion, toute influence identitaire dominante, toute forme de croyance infantilisante, tout type d'opinion influente du fort au faible favorisant l'emprise, l'entrisme, l'ingérence, l'infiltration, le noyautage...

En résumé, la politique apporte souvent le pire, au mieux la médiocrité et rarement le meilleur attendu. Pour retrouver une véritable dynamique démocratique authentique, il est nécessaire de réduire les effets délétères de la manipulation des masses, ainsi que les déviances psychologiques, morales, (non) civiques, provenant des agissements de l'univers politique et systémique. Il convient, pour cela, d'abolir les rentes de situation, les privilèges conservateurs, les avantages statutaires de l'élu, en revalorisant au contraire l'honneur du politique à se montrer digne de la confiance de ses concitoyens, d'en être le meilleur exemple, le premier modèle à suivre !

Hub Societhon

Vous avez 7 possibilités pour participer au Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble.

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établirons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens.

4. Être souscripteur : Vous pouvez réserver dès maintenant la prochaine version du livre intégral « l'Esprit du Societhon » en double édition print et numérique. Les deux éditions vous seront adressées séparément dès leur parution. La souscription de 39 € comprend sur le livre imprimé un autographe personnalisé signé de la main de l'auteur.

5. Investir dans l'art Authoriste : Vous souhaitez exposer chez vous ou au travail une toile authoriste numérisée signée de la main même de Monthome (donc destinée à prendre de la valeur avec le temps). Il est possible de la commander avec l'inclusion originale d'une citation, d'une phrase ou d'un texte que vous aurez préalablement sélectionné au sein de cet Hastag. La toile est réalisée à partir d'une texture de fond originale puis livrée avec un encadrement en bois et le nécessaire pour l'accrocher.

6. Droits d'usage pour une année : Dans le cadre de votre activité professionnelle ou publique, vous envisagez de reprendre, dupliquer, sélectionner une partie ou la totalité de cet Hastag. Pas de problème, il suffit de prendre une simple licence d'utilisation pour l'intégrer dans tout document de communication, dossier ou article de presse, page web, objet publicitaire et même l'utiliser en formation, séminaire, conférence, débat...

7. Droits d'exclusivité nationale ou internationale : Vous envisagez de diffuser, éditer, traduire, adapter, les Hastags du livre « l'Esprit du Societhon », ainsi que les autres livres et contenus monthomiens, dans une langue étrangère ou dans l'un ou plusieurs pays du monde, nous vous proposons des droits de cession ou de franchise.

Toutes les informations sont disponibles sur le site : www.societhon.com

Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com